



Élèves de l'internat d'excellence de Sourdun, seul établissement de l'Éducation nationale où les élèves portent l'uniforme.

Éducation nationale
**GABRIEL ATTAL
OSERA-T-IL
L'UNIFORME ?**

*L'uniforme plaît de plus en plus aux Français et aux élus.
Ils y voient un moyen simple de remettre un peu d'ordre
dans la vie scolaire. Ils espèrent aussi réaliser des économies
sur le budget vêtements de leurs enfants.
L'exemple de l'internat public de Sourdun devrait les convaincre.*

Par Charles Jaigu

STEPHAN GLADIEU POUR LE FIGARO MAGAZINE, GODOING / BSIPI VIA APP, SYSPIC/SIPA





Lycéens de l'école privée sous contrat Saint-Vincent-de-Paul, à Nice.



Élèves du primaire de l'école Saint-Vincent-de-Paul.

C'est avant la fin de l'année que Gabriel Attal, ministre de l'Éducation nationale, devrait dire comment il entend mettre en œuvre l'expérimentation de l'uniforme dans les écoles publiques. Pour le moment, les questions qui fâchent sont floutées. Osera-t-on l'uniforme seulement dans les petites classes ou bien jusqu'au bac ? S'agira-t-il d'un blazer avec pantalon ou jupe ou d'une tenue moins classique ? Et bien sûr, qui en aura la charge ? Les parents, les collectivités locales, l'État, ou un mélange des trois ? En attendant, l'annonce a suscité l'intérêt de nombreux maires et présidents d'exécutifs départementaux (collèges) ou régionaux (lycées), indique le ministre. Laurent Wauquiez, président de la région Auvergne-Rhône-Alpes, a écrit au ministre pour dire qu'il se mettait sur les rangs. Le président du département des Alpes-Maritimes, Charles Ange Ginésy, aussi, tout comme le département des Bouches-du-Rhône. De nombreux maires ont également annoncé leur intérêt. Charles Aslangul, maire de Bry-sur-Marne, en

“Faire le choix de l'uniforme, c'est une discipline qui aide l'enfant à comprendre qu'il y a des règles”

Île-de-France, y voit un moyen de « créer un sentiment d'appartenance ». Rémy Dick, maire de Florange, en Lorraine, affirme que « l'uniforme peut contribuer à recréer un sens du collectif qui dépasse les particularismes ». Et il ajoute : « C'est une discipline qui force l'enfant et l'adolescent à accepter les règles de vies collectives, c'est une manière de lui montrer qu'il n'y a pas seulement ses envies à lui. » Tout cela fait écho à l'éloge qu'en avait fait Brigitte Macron dans *Le Parisien* au début de l'année. Le vœu de la première dame s'était perdu dans les sables. L'éphémère ministre de l'Éducation nationale, Pap Ndiaye y était hostile. Son prédécesseur, Jean-Michel Blanquer n'en faisait pas une priorité, estimant que « cela ne devait pas être décidé d'en haut ». Gabriel Attal, lui, a osé, tant il a été frappé par la décivilisa-

tion en cours à l'occasion des émeutes de juillet dans les banlieues. « Réaffirmer la règle commence par des obligations aussi simples que celles de porter l'uniforme », justifie un conseiller du ministre. Il jure en revanche que cette annonce n'a rien à voir avec l'interdiction de l'abaya, annoncée par le ministre au même moment. Constatons que les deux vont bien ensemble : d'un côté on tente de rétablir l'obligation d'une tenue correcte et identique pour tous, de l'autre on refuse tout prosélytisme vestimentaire déplacé. Constatons aussi que l'histoire se répète.

DEPUIS VINGT ANS, ON EN PARLE
En 2003, Xavier Darcos, à l'époque ministre délégué à l'Enseignement scolaire, avait réagi à la querelle sur les signes religieux, qui avait donné lieu à de nombreux débordements lycéens. Il avait suggéré d'y répondre par la généralisation de l'uniforme. Mais son ministre de tutelle, Luc Ferry, l'avait désavoué : « Tous ceux qui disent que le seul moyen de défendre la République est de revenir aux plumes Sergent-Major affaiblissent l'idée républicaine. » Même entre deux beaux esprits de droite,





“La réussite de l’implantation de l’uniforme repose sur la conviction des chefs d’établissement, ce sont eux qui peuvent convaincre les professeurs et les parents”

Bernard Lociciro, ancien proviseur de l’internat de Sourdun.

on retrouvait le clivage entre la liberté individuelle et l’affirmation d’une appartenance à un groupe. Vingt ans plus tard, le consensus national s’est fortement accru en faveur d’une école mieux protégée des excès de la société. En décembre 2016, un sondage réalisé par *Le Figaro Magazine* indiquait que 58 % des sondés étaient favorables à l’uniforme pour l’école primaire, et 56 % au collège. Avec une préférence massive à droite (70 %). Mais on constatait chez les écologistes et les socialistes 40 % d’opinions favorables. À titre de comparaison, dans un sondage Sofres pour *Madame Figaro*, réalisé en 1996, seulement 34 % des parents approuvaient l’idée. Mais les sceptiques ont la dent dure, et jusqu’à maintenant, ils ont eu le dernier mot. Les plus réticents sont sans doute les directeurs d’établissement eux-mêmes, qui estiment avoir mieux à faire que d’essayer les plâtres d’une réforme « cosmétique ». « Une telle transformation repose d’abord sur le chef d’établissement, car il faut beaucoup de combativité pour convaincre tout le monde et créer un élan », résume Bernard Lociciro depuis Rome, où il est devenu proviseur dans une école française privée après avoir dirigé l’internat d’excellence de Sourdun, près de Provins, en Seine-et-Marne, entre 2009 et 2019. Il est le mieux placé pour parler de ce sujet. C’est lui qui a fait adopter l’uniforme aux 500 pensionnaires de cet internat pour les enfants des banlieues.

SOURDUN, SEUL EXEMPLE

Dans ce pensionnat public, souvent cité par les médias depuis lors, l’uniforme s’est imposé en douceur. En septembre 2009, seul un « dress code » était exigé. Mais les élèves ne le respectaient pas. « Ce qu’on appelle une tenue correcte était toujours sujet à interprétation. Il fallait passer à l’uniforme, mais je ne pouvais pas l’imposer tout seul et mon conseil

d’administration était réticent », se souvient-il. En 2011, il décide donc d’organiser une consultation par internet des familles et des élèves. « La proposition a été acceptée à 78 % : les familles à 88 % et les élèves à 68 %. » Il fallut ensuite trouver un fournisseur. « Nous avons sollicité plusieurs entreprises dans la région, même Daniel Hechter a fait des propositions. Nous avons choisi un premier fabricant dans le département, puis un autre. Au fil des années, nous avons affiné. » À la rentrée les élèves reçoivent donc leur trousseau : pour les garçons, 2 pantalons, 4 chemises, 2 pulls, 1 cravate et 1 blazer ; pour les filles, 1 pantalon, 1 jupe, 4 chemisiers et 2 gilets, pour un coût de 400 euros, dont une centaine, à la charge de l’internat. Selon David Galtier, vice-président département des Bouches-du-Rhône « pour les 10 400 collégiens, cela coûterait environ 10 millions, ce qui reste plus que raisonnable ».

Aujourd’hui à Sourdun, l’uniforme « n’est plus un sujet », nous dit un professeur joint par téléphone, qui se réjouit de voir les collégiens nouer leurs cravates et circuler dans les classes en vestes et pantalons : « Ils sont beaux ! » Pourtant, l’Éducation nationale reste discrète sur le seul exemple qui marche. Il est plus facile d’affirmer que c’est l’affaire des écoles hors contrat, réputées ultraconservatrices, ou de laisser entendre que l’uniforme dans les territoires d’outre-mer est une spécificité locale. Pourtant, l’arrivée de l’uniforme dans les Antilles date seulement de 1988. Une école l’ayant imposé en Martinique, son exemple a été suivi.

À Sourdun, nous avons tenté de joindre le nouveau proviseur. Mais le service de communication du rectorat de Créteil ne l’a pas autorisé. Ce même rectorat nous a également affirmé que l’uniforme n’était plus porté par les élèves de cet internat. Une affirmation fantaisiste, après vérification auprès d’un

professeur de Sourdun, qui nous affirme que « 100 % des élèves le portent ».

LE BAL DES SCEPTIQUES

Les sceptiques disent que cela n’est pas une tradition française. C’est vrai, mais les tenues correctes étaient respectées et les élèves, bien moins nombreux, se ressemblaient. Par ailleurs la formule « les hussards noirs de la République » ne vient pas de nulle part. Les « élèves-maîtres » des écoles normales d’instituteurs qui le portaient sont devenus l’emblème d’une mission éducative. Cet uniforme-là a voulu dire beaucoup dans l’école publique. Les sceptiques disent aussi que cela ne résoudra pas les inégalités. Ils ont bien raison, il est absurde de le croire. Ils estiment enfin qu’il n’aura aucun effet sur les résultats scolaires, ce qui est vrai. Enfin, ils déplorent que cela prive les élèves d’une manière d’affirmer leurs goûts et leurs originalités. L’argument ne tient pas. « Nous sommes le pays de l’excentricité et nous portons l’uniforme », se moque un diplomate britannique à qui nous avons posé la question.

Revenons à l’essentiel. Les partisans de l’uniforme pensent que l’école est un monde à part. Il doit être vu comme tel par l’ensemble de la société. Dans un reportage en 2016 que nous avions fait sur ce sujet, Abdel Aïssou, ancien sous-préfet, nous confiait ceci : « Le coup de génie de Sourdun, c’est d’avoir fait non pas un uniforme, mais un costume. » Abdel Aïssou a publié un livre de témoignages de lycéennes de Sourdun, après les attentats de novembre 2015, intitulé *La République au cœur* (L’Harmattan). « Je ne suis pas fils d’archevêque, et je n’ai pas été à l’école avec un uniforme dans une pension pour riches, mais je pense que cela correspond à l’attente de la majorité silencieuse des banlieues, c’est avec ces mises en scènes là que l’on crée des mécanismes d’identification à une rigueur, à l’effort de présentation de soi », nous dit-il. ■ Charles Jaigu